

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 31 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES

12, place de l'Iris
Tour Saint-Gobain
92400 Courbevoie

Références : D-2025-460

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance): 0006401615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES implanté Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En juillet 2025, un incendie s'est déclaré sur l'autoroute à proximité de l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) située aux Pennes-Mirabeau. Ce feu, provoqué par l'incendie d'un véhicule sur l'autoroute, s'est rapidement propagé aux abords de l'ICPE et a causé des impacts notables sur certaines installations et sur l'environnement du site.

En raison de la proximité de l'incendie externe et des risques associés, une visite d'inspection réactive a été programmée par l'inspection des installations classées.

Les objectifs principaux de cette inspection sont les suivants :

- Évaluer les conséquences directes et indirectes de l'incendie externe sur les infrastructures et équipements du site ;
- Contrôler les éventuels impacts environnementaux résultant de l'incendie (pollutions atmosphériques, contamination des sols ou des eaux...);
- Analyser la gestion de crise et la coordination entre l'exploitant de l'ICPE, les services d'intervention et les autorités locales ;
- Identifier les besoins d'adaptation ou de renforcement des dispositifs de sécurité face à ce type de risque externe.

Cette inspection vise à garantir que l'ICPE reste conforme à la réglementation en vigueur et que les risques liés à des événements externes tels que cet incendie sont correctement maîtrisés afin d'assurer la protection des populations, de l'environnement et des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMIN - CARRIERE DE JAS-DE-RHODES
- Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006401615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société d'exploitation de Sables et MINéraux (SAMIN) exploite une carrière, au lieu dit "Jas-de-Rhodes", de dolomie ($\text{MgCa}(\text{CO}_3)_2$) pauvre en fer, utilisée dans l'industrie du verre.

L'installation comporte deux chaînes de production (60 % pour l'industrie du verre et 40 % pour les travaux publics (TP) :

- chaîne 1 « usine » pour la fabrication de produits sables fins, à partir d'un broyeur/concasseur, pour industries verrières ;
- chaîne 2 « TP » pour la fabrication de produits destinés aux travaux publics à partir d'un concasseur, 2 broyeurs et 1 crible.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rapport d'Incident	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Mesure applicables pour lutter contre les émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 3.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Évacuation des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 5.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 7.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'Incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	50 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre de sortie des produits	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait preuve d'une gestion rigoureuse et proactive de l'incident, en étroite collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). Il a assuré une communication transparente et régulière avec les services de l'Inspection tout au long de l'événement, permettant un suivi efficace de la situation.

L'exploitant s'est également engagé à mettre en œuvre les actions nécessaires pour un retour rapide à un fonctionnement normal de son installation, notamment par le retrait des déchets brûlés et la remise en état des zones impactées. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs associés.

Par ailleurs, il a été noté l'absence d'une réserve d'eau de 120 m³ sur le site. Ce manque, bien qu'identifié, n'aurait semble-t-il pas eu d'incidence déterminante d'après l'exploitant, sur la gestion de cet incendie d'origine externe dans un contexte difficile où la priorité était donnée aux personnes et aux habitations. Les cuves de 5000 et 3000 litres n'ont pas été utilisées par les services de secours. L'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité dans un délai court.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre de sortie des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des matériaux en sortie
<p>Prescription contrôlée : Conduite de l'extraction [...] État des stocks de produits - Registre des sorties L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux expédiés, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre. L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées le registre des entrées et des sorties journalières des unités de transport industriel sur les 12 derniers mois. Il tient également à disposition les totaux mensuels des entrées et sorties des unités de transport industriel sur toute la durée d'exploitation. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant informe l'inspection que, faute d'alimentation électrique, la bascule est temporairement hors service. Durant cette période, la pesée est assurée à l'aide d'une chargeuse équipée d'une balance, et le registre de sortie est tenu conformément à l'arrêté préfectoral. Il est précisé par courriel de l'exploitant du 17 juillet 2025, que la bascule a été remise en fonctionnement le 15 juillet 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'Incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : Déclaration et rapport Incident ou Accident L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. -511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : En juillet 2025, un incendie s'est déclaré à Marseille, prenant naissance dans un véhicule. Le feu s'est ensuite propagé sur plusieurs centaines d'hectares, endommageant plusieurs installations et le site de la carrière. L'incident a mobilisé les services d'intervention pour maîtriser les flammes aux alentours de l'ICPE. À la demande de l'Inspection lors de cette visite, l'exploitant s'engage donc à établir un rapport d'incident et à le transmettre à l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre un rapport détaillant chronologiquement le déroulement de l'incendie ainsi que les mesures prises pendant l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées ultérieurement pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mesure applicables pour lutter contre les émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air
Prescription contrôlée : Mesure applicables pour lutter contre les émissions de poussières [...] Arrosage automatique Les tronçons repérés ABCDEFGH (dans l'étude complémentaire de l'évaluation des risques sanitaires associés aux émissions diffuses de poussières) sont équipés d'arrosage automatique. Il est conservé la possibilité d'un arrosage ponctuel pour ces tronçons dans le cas où les conditions climatiques justifient un arrosage complémentaire. Concernant les autres trajets, il est prévu que les pistes soient arrosées plus de 2 fois par jour. L'exploitant met en œuvre des dispositifs permettant de limiter au plus sa consommation d'eau en regard des objectifs d'abattement de poussières à atteindre. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées ses bilans annuels de consommation d'eau (par usage), ainsi que le récapitulatif des actions de sobriété hydrique mises en place. [...]
Constats : Le système d'aspersion pour l'abattement des poussières et la consommation d'eau avaient fait l'objet d'un point de contrôle, lors d'une précédente visite, ne relevant aucune non-conformité. Suite à l'incendie d'origine externe à l'établissement, le réseau d'eau et les asperseurs pour l'abattement des poussières ont été endommagés. L'exploitant informe l'Inspection le jour de la visite qu'il utilise son arroseuse mobile pour l'abattement des poussières sur les tronçons défectueux en attendant le retour de l'eau sur le site et la réparation du réseau d'asperseurs. Il s'engage à réparer rapidement le tuyau d'alimentation en eau et le réseau d'asperseurs, avec remise en service dans les plus brefs délais. Par la suite, un courriel du 11/07/2025 confirme la remise en service effectif de l'alimentation en eau du site mais le réseau d'asperseurs est toujours hors service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de réparer le système d'arrosage des pistes sous un délai d'un mois. En attendant, l'utilisation de l'arroseuse mobile doit être maintenue pour l'abattement des poussières sur l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Évacuation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Risque de Pollution
Prescription contrôlée : Principes de gestion des déchets autres que les Déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière [...] Séparation des déchets L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement. Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement. Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement. Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage. Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-201 du code de l'environnement. Sont interdits : - le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, - le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux - le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets - le mélange de déchets différents visés chacun par une prescription de recueil sélectif. [...]
Constats : Lors de sa visite, l'inspection des installations classées a constaté que plusieurs éléments de l'installation avaient brûlé suite à l'incendie (d'origine externe à l'établissement), notamment les bungalows de bureau, un véhicule, une nacelle élévatrice, des pneus, des câbles, ainsi que le tuyau d'alimentation en eau de la carrière. L'exploitant s'est engagé à tenir informé l'Inspection des suites données à ce sinistre (chose faite ultérieurement à la visite de manière régulière par courriel), à retirer tout ce qui a brûlé conformément à la réglementation, à nettoyer les zones affectées et à transmettre les documents et photographies demandés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de fournir des photographies du site après nettoyage (incluant bungalows, pneus, nacelle, etc.), accompagnées des bordereaux de suivi des déchets (BSD et/ou BSDD). Par ailleurs, l'exploitant devra procéder au retrait de la couche de terre potentiellement polluée autour de la nacelle élévatrice et des pneus (avec évacuation en installation appropriée), ainsi qu'au nettoyage des surfaces enrobées au niveau des bungalows de bureau et du véhicule brûlé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de chute ou de blessures du public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Infrastructures et installations [...]</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.</p> <p>Contrôle des accès Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>Zone dangereuse L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (par ex. : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Accès à la voirie publique L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</p> <p>Installations électriques - mise à la terre Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p>

Constats : L'exploitant informe l'Inspection le jour de la visite que la clôture du site a résisté au feu, tandis que les portails restent inactifs (en attente d'électricité) et à priori non impactés. Certains panneaux « accès interdits » ont brûlé, ce que l'Inspection a constaté. La sécurité est assurée par une ronde renforcée de nuit et un contrôle des accès de jour par l'exploitant. Il s'engage à inventorier les panneaux impactés et à les remplacer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remplacer les panneaux de mention de danger, de vitesse et d'interdiction d'accès au site qui ont brûlé, remettre en fonctionnement les portails et vérifier l'intégralité de la clôture sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours [...] Moyens de lutte contre l'incendie L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans du site et des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] à compter de la notification de présent arrêté, en compléments des deux citernes de 5 000 et 3 000 litres qui alimentent le réseau d'arrosage au débit maximum de 15 m ³ /h, l'exploitant met en place à partir du réseau AEP soit : o un poteau incendie de 60 m ³ /h ; o dans le cas où le réseau ne fournit pas ce débit, un poteau incendie de 30 m ³ et une réserve de 60 m ³ ; o dans le cas où le réseau ne fournit toujours pas ce débit, une réserve unique de 120 m ³ . Ce dispositif est vu en accord avec le service de prévision du CIS des Pennes Mirabeau dans le délai d'un mois à compter de sa mise en place. [...] L'exploitant :prend les mesures nécessaires afin de ne pas augmenter, entre la forêt et la limite parcellaire du site,le risque induit d'incendie ; [...]
Constats : L'Inspection constate que l'exploitant possède bien les deux cuves mentionnées dans son arrêté préfectoral, mais ne dispose pas de la réserve d'eau unique de 120 m ³ , dont l'emplacement doit être défini avec le SDIS. Il reconnaît ne pas avoir encore installé cette réserve d'eau, mais s'engage à le faire.

L'exploitant indique que les opérations légales de débroussaillage (OLD) ont été réalisées et transmettra les factures correspondantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant: <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre un bon de commande ou devis signé pour une réserve d'eau incendie de 120 m³ sous 1 mois ; - de mettre en œuvre une réserve d'eau unique de 120 m³ (avec raccord pompier) au plus tard sous 50 jours (L'emplacement est vu en accord avec le CIS des Pennes Mirabeau dans un délai de 50 jours à compter de la mise en place de la réserve d'eau) ; -de transmettre la facture OLD avec dates de passage sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais distinct : 1 mois (transmission bon de commande/facture OLD) ou 50 jours (mise en place de la réserve d'eau)